

Conflits armés, déplacements de population, épidémies, famines, catastrophes naturelles et autres urgences majeures qui s'étendent au-delà de la capacité de l'Etat, sont tous des éléments contextuels qui définissent les zones de crise.

Dans le cas de la RDC, les zones de crises sont caractérisées par une combinaison complexe de facteurs naturels et humains qui perdurent sur le long terme. Parmi ceux-ci, nous pouvons entre autres citer l'insécurité alimentaire, les conflits violents, le déplacement de populations, et les épidémies et endémies.

la RDC compte 5.6 million de déplacés internes, le nombre le plus élevé d'Afrique, dont 1,5 million de nouvelles personnes déplacés pour cause d'attaques, d'affrontements armés ou de conflits fonciers et intercommunautaire en 2021, et 517.790 réfugiés¹⁰. La plupart des réfugiés résident dans des communautés d'accueil, incluant les enfants en âge d'être scolarisés¹¹. Ceux-ci ont accès aux écoles de leurs communauté d'accueil, sans pour autant constater une augmentation d'infrastructures et de nombres d'enseignants.

La population, dont les enfants, est témoin d'événements stressants durant les conflits, les déplacements, mais également durant les crises sanitaires. Ces événements peuvent exacerber certains phénomènes et comportements : prostitution, actes violents et agressifs, mariages précoces, criminalité, violences sexistes (sexuelle, physique et verbale), mutilation génitale, abus d'alcool, etc. Sans support psychosocial, ces enfants (filles et garçons confondus) peuvent vite perdre tout intérêt à l'école, sans chance de reprendre un jour le chemin de l'école primaire, et rejoindre, dans certains cas, des groupes armés.

Tous ces facteurs des zones de crise exacerbent la vulnérabilité de la population, impactant la société et son économie dans son ensemble, dont notamment l'accès et la continuité du secteur éducatif, sa qualité et les conditions d'apprentissage. Or l'éducation est l'un des investissements les plus appropriés pour garantir la protection des enfants et leur développement cognitif et social. Leur inclusion dans les systèmes éducatifs nationaux est souvent cruciale pour définir l'avenir de ces enfants (filles et garçons). De plus, dans un contexte de crise, il est important de mettre en place des actions qui feront le lien entre les actions d'urgence humanitaire et les efforts de développement.

Cette action visera plus spécifiquement le renforcement du secteur éducatif dans deux provinces caractérisées par des éléments de crise: l'Ituri et le Kasai Central.

Après une certaine accalmie de 2007 à 2017, la province de l'Ituri connaît une forte recrudescence de la violence, avec une intensification des attaques contre les civils, sur fond de conflits intercommunautaires, conduisant à une prolifération des milices ethniques. Depuis mai 2021, les territoires d'Irumu et de Djugu en sont particulièrement impactés. Cette haute intensité de conflit a conduit l'État à déclarer l'état de siège au mois de mai 2021 dans la province. La population souffre de cette situation sécuritaire et l'accès aux services de base y est difficile. Avec près de 1,7 millions de déplacés internes estimés en juillet 2021 (dont 86% en communautés d'accueil), 2,8 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire¹². Ces conflits impactent directement les enfants : en 2021, 290 établissements scolaires ont été détruits, endommagés ou occupés, à la suite de violences, empêchant la scolarisation d'environ 400.000 enfants¹³. Il est estimé qu'environ 80% des enfants déplacés sont déscolarisés¹⁴.

La province du Kasai Central a été l'épicentre du conflit qui a secoué le grand Kasai avec le mouvement rebelle « Kamuina Nsapu » de 2016 à 2019, provoquant le déplacement d'environ 1,4 millions de personnes (dont 850.000

¹⁰ *Global Humanitarian Overview 2022*, UNOCHA, 2022, p. 201

¹¹ En 2020, 230.000 enfants réfugiés âgés entre 3 et 17 ans étaient recensés. *Multi-year Resilience Programme, DRC 2021-2023*, Education Can Not Wait, 2021, p. 5

¹² Notamment dans le territoire de Djugu dont 20% de la population se trouvent en phase d'urgence *République Démocratique du Congo – Ituri, Aperçu de la situation humanitaire janvier à juillet 2021*, OCHA

¹³ *Note d'informations humanitaires pour la province de l'Ituri*, OCHA 2022, p.2

¹⁴ *Aperçu des besoins humanitaires République Démocratique du Congo... op.cit.*, p. 96